



## Les exactions de l'armée israélienne contre les journalistes ne peuvent rester impunies

Le « Gaza Project », une enquête sur la mort de plus de cent journalistes à Gaza, en Cisjordanie et au Sud-Liban (1), aboutit à un « constat glaçant : nombre d'entre eux ont été ciblés alors même qu'ils étaient identifiables en tant que journalistes ». Ces investigations, coordonnées par le réseau international de journalistes Forbidden Stories, ont été menées pendant quatre mois par cinquante journalistes issus de treize médias, dont *Le Monde*, l'AFP et Radio France. Elles s'appuient sur plus de 120 témoins, vingt-cinq experts ou encore l'étude de photos, vidéos et vues par satellites.

Forbidden Stories dénombre « au moins quarante journalistes et employés des médias tués chez eux », autant « travaillant pour ce qu'Israël décrit comme des médias affiliés au Hamas », « au moins dix-huit journalistes tués, blessés ou ciblés par des drones » et « six bâtiments abritant des rédactions totalement ou en partie détruits ». « Au moins quatorze journalistes portaient un gilet marqué "Press" au moment où ils ont été tués, blessés ou auraient été ciblés », précise l'organisation.

Le Gaza Project multiplie les exemples de journalistes - notamment photographes et vidéastes - pris sous le feu au cours d'un direct ou d'un reportage. L'enquête établit également que le 2 novembre, les étages de deux tours abritant l'AFP et le Palestinian Media Group (PMG) ont été visés par des chars israéliens. C'est depuis ces bureaux qu'étaient diffusées en direct des images de Gaza, notamment pour le compte de Reuters concernant PMG.

Si les conclusions du Gaza Project ne sont malheureusement pas une surprise, ces graves exactions contre la liberté d'informer et d'être informé ne peuvent rester impunies.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO exigent une enquête internationale indépendante. Les quatre syndicats français de journalistes rappellent ainsi que la Fédération internationale des journalistes (FIJ), dont ils sont membres, demande le soutien des Nations Unies pour permettre « à une délégation de la FIJ de piloter une mission d'enquête à Gaza afin de documenter les cas des journalistes ciblés par l'armée israélienne, conformément à l'ordonnance du 24 mai 2024 de la Cour de justice internationale » ([lire la motion de la FIJ](#)).

La FIJ exige également « que l'Etat israélien ouvre la bande de Gaza à l'ensemble de la presse internationale » et réaffirme la nécessité de « continuer l'aide directe et urgente au PJS », le Syndicat des journalistes palestiniens.

**Paris, le 2 juillet 2024.**

(1) La FIJ dénombre au moins 116 journalistes et travailleurs des médias tués depuis le 7 octobre, dont 109 Palestiniens.